



## Annexe 2 : Informations relatives aux contrôles de service fait

Le contrôle de service fait (CSF) est un contrôle administratif obligatoire à chaque demande de paiement qui porte sur toutes les pièces nécessaires. Il consiste en l'examen de la correcte exécution de l'opération sélectionnée, sur la base de la convention, de la demande de paiement et des annexes technique et financière.

Il cible cinq objectifs :

- vérifier la conformité des pièces justificatives de dépenses (factures, fiches de paye,...) et des pièces complémentaires permettant de s'assurer d'une bonne réalisation de l'opération.
- vérifier l'éligibilité des dépenses.
- vérifier le strict respect de la législation en vigueur (aide d'état, commande publique...).
- vérifier l'éligibilité du public-cible en lien avec l'opération
- arrêter le montant de l'aide à payer et établir un certificat de service fait afin de permettre la mise en paiement du dossier.

Concernant l'analyse comptable des pièces, l'autorité de gestion des fonds européens veille à ce que le bénéficiaire utilise soit un système de comptabilité distinct, soit un code comptable adéquat pour toutes les transactions liées à l'opération, soit un système équivalent permettant de rapprocher les pièces justificatives de la comptabilité de la structure.

**Concernant les justifications à fournir pour s'assurer de l'acquittement de la dépense, le porteur doit fournir un état récapitulatif des dépenses attestées acquittées, daté et visé par le comptable public (bénéficiaire public), par un commissaire aux comptes, un expert-comptable conformément à la réglementation nationale (bénéficiaire privé).**

A défaut, le porteur de projet pourra fournir après échange avec l'autorité de gestion et justification de son impossibilité à fournir l'état récapitulatif des dépenses :

- Soit les copies de factures, attestées acquittées par les fournisseurs ou les prestataires (très recommandé), ou pièces comptables de valeur probante équivalente,
- Soit la copie des relevés de compte du bénéficiaire (cas des petites associations), faisant apparaître le débit correspondant et la date du débit,

**Par ailleurs, l'ensemble des valeurs réalisées des indicateurs doivent être renseignées. En l'absence de saisie des indicateurs réalisés, le paiement de la subvention ne pourra être versé.** Les informations concernant les participants de l'opération (cf questionnaire en annexe 4) doivent également être transmises à la Région.

Afin de vous aider à préparer vos demandes de paiement, la Région déploie un outil d'accompagnement des porteurs de projet pour identifier les pièces justificatives à fournir : concretiz – <http://www.concretiz.europeidf.fr/home>. Consulté dès le démarrage de votre projet, cet outil peut vous permettre d'anticiper vos demandes de paiement en collectant les pièces nécessaires au fur et à mesure.